

**OULD ABBÈS MENACE DE RECOURIR AUX RÉQUISITIONS****La mobilisation des résidents ne faiblit pas**

**Le bras de fer entre la tutelle et les résidents se poursuit. Le ministère de la Santé menace de recourir à la réquisition de l'ensemble des grévistes. Une menace qui n'altère en rien la volonté des résidents qui poursuivent leur mouvement.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le ton est monté d'un cran hier. Le ministère de la Santé menace de recourir à la justice pour transmettre des réquisitions à l'ensemble des résidents en grève. L'objectif est clair : contraindre les médecins à reprendre les services ou les radier du corps des médecins.

En attendant, des administrateurs des structures hospitalières ont été chargés de faire le tour des services avec des listes de présence. Des ponctions sur salaires seront effectuées. «Une situation de guerre», commente le D<sup>r</sup> Yellès, porte-parole du collectif des médecins autonomes qui n'hésite pas à parler



Les résidents bien décidés à poursuivre leur mouvement de grève.

de «terrorisme administratif». Il note avec stupeur le discours très ambivalent du ministère de la Santé qui, dit-il, mène une

guerre médiatique» en affirmant avoir répondu aux doléances des résidents au moment où aucune revendication n'a été satisfaite.

Lundi, les représentants des résidents s'étaient pourtant déplacés au siège du ministère de la Santé pour assister à l'installation de la commission du service civil. Une installation qui a été reportée car, aux dires du ministère de la Santé, les représentants de l'APN et du Sénat devant y siéger n'avaient pas encore été désignés.

Profitant de cette prise de contact, les résidents ont proposé au ministère la signature d'un protocole d'accord dans lequel seraient clairement notifiés les objectifs clairs de la commission du service civil, la publication de la grille de salaires promise et un engagement sur la mise en œuvre effective des recommandations de la conférence des doyens.

Des doléances auxquelles n'a pas répondu la tutelle au moment où le communiqué rendu public par le ministère de la Santé n'a pas convaincu les résidents, bien décidés à poursuivre leur mouvement de grève.

N. I.

**PONCTIONS SUR SALAIRES, MENACE DE RADIATION****Les praticiens ne cèdent pas aux pressions**

**La réaction du ministère de la Santé ne s'est pas fait attendre. En plus des ponctions sur salaires, les praticiens qui entamaient hier leur deuxième jour de grève sont menacés de révocation. L'intersyndicale des praticiens de la santé ne fléchit pas pour autant. Un rassemblement est prévu dès dimanche prochain.**

Au deuxième jour de la grève à l'appel du SNPSP et du SNPSSP, la mobilisation des praticiens est intacte. Hier encore, les structures de santé étaient paralysées.

Le ministère de la Santé, qui avait instruit les directeur d'hôpitaux afin d'interdire de faire un listing détaillé des grévistes, est passé hier à la vitesse supérieure. Il demandait aux responsables des structures publiques d'interdire tout rassemblement des syndicalistes, de ne pas

autoriser l'affichage et de ne pas permettre aux grévistes de constituer des piquets de grève.

L'intersyndicale des praticiens, regroupant le SNPSP et le SNPSSP, réunie lundi en fin de journée, n'a pas tardé à réagir. Dans un communiqué rendu public hier, ses animateurs dénonçaient «l'intervention du ministre de la Santé, notamment les déclarations faites ces derniers jours à travers les médias, proférant des propos scandaleux et outrageants à

l'adresse des praticiens de santé publique, la campagne de désinformation menée par le MSPRH et ses relais depuis plusieurs semaines, la batterie de mesures répressives commanditées par l'administration centrale auxquelles on a droit encore une fois, en lieu et place du respect des instructions de Monsieur le Président de la République et des engagements réitérés par le ministre de la Santé. Ces mesures se traduisent par des retraits sur salaires et l'interdiction absolue de tenir sit-in et assemblées générales».

L'intersyndicale parle de véritable tournant et appelle ses adhérents à observer, dimanche 22 mai, un sit-in dès 11 heures devant le ministère de la Santé. Un premier rassemblement

pour «défendre la dignité du praticien généraliste et spécialiste de santé publique, sauvegarder un système de santé publique fort, pour une meilleure prise en charge du malade en lui garantissant son droit constitutionnel pour un accès aux soins équitable».

Commentant la réaction de la tutelle, le D<sup>r</sup> Merabet, président du SNPSP, souligne le discours toujours aussi ambivalent du ministère de la Santé qui, à la télévision, appelle au dialogue et, sur le terrain, déploie une batterie de mesures répressives. «Une situation de non-droit», estime-t-il.

Du côté du SNPSSP, même ton. Son président, le D<sup>r</sup> Youssfi, expliquait hier que les praticiens étaient

dans une démarche légale. «Si Ould Abbès veut révoquer tous les médecins qu'il le fasse. Il ne va tout de même pas remplacer les médecins en 24 heures. On ne peut pas appeler au dialogue d'un côté et faire de la répression de l'autre. Nous sommes moralement engagés envers le secteur public et nous le resterons.»

Animés de cette volonté de faire aboutir l'ensemble de leurs revendications, les praticiens entament aujourd'hui le troisième jour d'une grève qui s'annonce longue au regard du bras de fer qui oppose les deux parties.

N. I.

**ILS PROTESTENT DEPUIS HIER****Des enseignants contractuels demandent leur intégration**

**Les enseignants contractuels non concernés par la décision d'intégration aux postes d'enseignants protestent. Ils ont entamé, depuis hier, un sit-in ouvert au niveau de la maison de la presse Tahar-Djaout, à Alger.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - La question de l'intégration des enseignants contractuels ne semble pas encore totalement résolue. Près de 18 000 enseignants contractuels ont arraché leur intégration en mars dernier après deux

semaines de protestation. Cette décision ne concerne que les enseignants en poste pendant cette période. Les enseignants contractuels et suppléants sans contrats lors de l'annonce de cette décision protestent à leur tour.

Ils sont près de 5 000, selon leurs estimations, à demander leur titularisation. Après des sit-in au niveau de la Direction générale de l'éducation nationale et du ministère de tutelle, ils ont décidé de prendre leurs quartiers, depuis hier, au niveau de la maison de la presse Tahar-Djaout.

«Nous demandons notre intégration au même titre que nos camarades» réclament-ils. Ils refusent d'être exclus de cette mesure «sous prétexte qu'ils ne disposaient pas de

contrat depuis le début de l'année».

M<sup>me</sup> Meriem Maârouf, porte-parole du conseil national des enseignants contractuels, a indiqué que «même si le conseil soutient la revendication des protestataires, il ne peut, cependant, rien faire pour eux». Celle-ci a expliqué que ces protestataires n'avaient pas de postes vacants. «Le ministère a promis de trouver une solution à leur cas dès la rentrée prochaine», a-t-elle indiqué.

S. A.

**LOGEMENT SOCIAL À ANNABA****Nouvel affichage de listes et mécontentement récurrent**

**Des dizaines de jeunes ont fermé, hier mardi, la RN 44 à la sortie ouest de la ville d'Annaba, juste après le rond-point de Sidi-Brahim, à l'aide de pneus brûlés et d'objets hétéroclites pour protester contre l'affichage des listes de 166 bénéficiaires de logements sociaux locatifs sur lesquelles leurs noms ne figuraient pas.**

L'affichage de ces listes s'est fait au niveau du siège du secteur urbain n°2, englobant les quartiers de Sidi-Brahim, Bouzerd-Hocine sud et la cité Auzas. Devant le refus des jeunes de libérer la route, les forces de l'ordre sont intervenues pour dégager celle-ci quelques heures après son obstruction.

L'intervention des brigades anti-émeute a donné lieu à quelques escarmouches, heureusement sans gravité. Selon les services de la Wilaya, les listes des bénéficiaires ont été confectionnées

après les enquêtes d'usage entreprises par les commissions de daïra qui ont été confortées par celles plus approfondies des services de la police et de la gendarmerie.

Cette façon de procéder, explique la même source, a été décidée dans le but d'éliminer de la liste tout intrus, afin que le logement aille à celui qui le mérite. Ceux qui s'estiment lésés ont le droit d'introduire des recours, ajoute la même source. Certains de ceux dont les noms ont été affichés sur les listes des bénéficiaires n'en revenaient pas.

Des larmes de bonheur aux yeux, un vieux père de famille nous dira que sa demande date de plus de vingt-cinq ans. «Sincèrement, j'avais des doutes quant à pouvoir un jour voir mon nom sur une liste d'attributaires de logement. Avant, je logeais avec ma famille et celles de mes deux autres frères, soit une quinzaine de personnes, dans une vieille maison délabrée de la cité Auzas, composée de trois pièces. Aujourd'hui, je vais sortir de ce taudis et occuper un habitat digne d'un être humain». Les listes des bénéficiaires affichées hier sont les deuxièmes après celles des habitants

des cités du 11-Décembre 1960, Choumarelle 1 et 2 et Oued Eddaheb 1 et 2. Elles portent à plus de 500 logements pour les quartiers de la ville d'Annaba uniquement.

Dans les prochaines semaines, il est prévu l'affichage des listes des bénéficiaires des 29 autres quartiers de la ville concernés par un relogement dans des appartements sociaux locatifs neufs.

Outre le chef-lieu, les autres communes de la Wilaya ont eu leur part de logements sociaux locatifs. A titre d'exemple et en l'espace de moins d'un mois, pas moins de 1 000 unités ont été attribuées à leurs bénéficiaires à El-Bouni (460), El-Hadjar (340), Aïn-Berda (161) et Berrahal (39). Par ailleurs, un programme de 14 000 logements sociaux locatifs (LSL), dont plus de 3 000 sont actuellement en chantier, est à l'actif de l'Office de promotion et de gestion immobilières (OPGI). Il représente le quota du plan quinquennal 2010-2014 dont a bénéficié la wilaya d'Annaba dans ce seul segment LSL.

A. Bouacha

**ÉDUCATION****Le SNTÉ poursuit en justice trois de ses anciens membres**

Le Syndicat national des travailleurs de l'éducation compte ester en justice trois de ses anciens membres pur «diffamation et faux et usage de faux». Il s'agit de Rachid Dridi, Mohamed Yaniya et Ahmed El Hadj Mohamed.

«Ils étaient membres du syndicat et ont choisi de démissionner. Ils sont partis de leur propre gré et, aujourd'hui, ils se permettent de tenir des propos diffamatoires dans les colonnes de votre journal. Ce n'est pas acceptable !», dira Djahid Hirèche, responsable de l'organique au SNTÉ, outré par une attitude qu'il qualifie d'inadmissible. Il brandit un jugement qui date de décembre 2010. Celui-ci annule, dit-il, les accusations portées par ces trois syndicalistes. «Boudjenah est le président du syndicat, il a été rétabli dans ses droits par la justice. D'ailleurs, Rachid Dridi était parmi ceux qui l'avaient élu à la présidence et aujourd'hui, il change d'avis».

Le responsable de l'organique ajoute que contrairement à ce que prétendent ces derniers, Boudjenah, l'actuel président, a toujours privilégié les intérêts des travailleurs du secteur. «D'autres syndicalistes ont été achetés, ils ont accepté des postes de responsabilité contre leur silence. Pas nous ! Boudjenah a toujours refusé», affirme-t-il, estimant que les ministères du Travail et de l'Éducation nationale refusent de coopérer avec ces «prétendus représentants du SNTÉ» parce que la justice a tranché en faveur de Boudjenah tout simplement. «Le président du SNTÉ est son véritable représentant.»

I. B.